

NOTES ET GLANURES

Histoire Générale

A. DUPRONT, *Histoire et temps*, dans *Annuaire bulletin de la Société de l'histoire de France*, p. 59-69, année 1960-1961, Paris, Klincksieck, 1962.

L'histoire événementielle, dont le substrat implicite et avoué est le temps chronologique, constitue le mode de fixation commode pour une première composition de l'histoire. Mais le problème, la croix de l'histoire au-delà de toutes les polémiques sur la véracité ou l'authenticité de l'histoire-science, c'est précisément la possibilité d'une médiation entre ce temps-cadre et le temps-contenu (ou, dirait le philosophe, le « devenir réel »). Or, dès qu'on interroge le devenir réel, c'est devant une présence foisonnante qu'on se trouve : temps biologique, temps sociologique, temps psychique, individuel et social interfèrent, s'y donnent des rythmes, des pulsations, des récréations et des sommeils ; la dramatique de l'humanité s'y profile.

Une première possibilité de médiation est fournie par la conscience que doit avoir l'historien d'être lui-même un phénomène historique : « la conscience historique de l'historiographie aiguisée en l'historien le sentiment de sa dépendance au présent, donc le situe spirituellement, physiquement, dans la durée vivante ; elle lui enseigne aussi que son œuvre est fiction, mais fiction nécessaire, et elle le délivre ainsi de toute systématique abusive... » Une seconde voie est offerte par « l'une des novations les plus importantes de notre temps : le déchiffrement quasi mathématique des profondeurs psychiques ; ainsi peut être révélé et compris le monde de « l'irrationnel, du non-dit, du silence... » Il ne faut pas oublier que l'histoire est lourde de l'espoir des peuples, qu'elle est aussi téléologie... ».

R.V.S.

Arturo USLAR-PIETRI, *Politica para inocentes*, dans *Revista Nacional de Cultura*, n° 62, Caracas, 1962.

Remarquable abrégé de politicologie. Depuis toujours le phénomène politique est bien « l'existence à l'intérieur de toute communauté, quelle que soit son étendue, d'une autorité, et la science politique s'efforce d'expliquer l'existence, l'exercice, les limites de cette autorité », et aussi sa légitimité ou son illégitimité. Dans ces conditions « le nœud de toute problématique politique », le paradoxe n'est-ce pas « que le gouvernement soit toujours entre si peu de mains..., que quelques individus gouvernent les très nombreux ? ».

R.V.S.

M. DUVERGER, *Introduction à la politique*, Paris, Gallimard, Collection Idées.

Les lecteurs du Monde sont familiers des idées de M. Maurice DUVERGER, professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris. Ils se réjouiront de ce qu'il ait confié à la collection « Idées » une *Introduction à la politique*, qui tient à la fois de l'essai de sociologie politique et de la synthèse d'enseignement universitaire. Avec des dons connus d'exposition, de clarté, de rigueur, s'appuyant sur une vaste connaissance des doctrines et des réalités politiques, économiques et sociales, de jadis, de naguère et d'aujourd'hui, aimant les rapprochements riches et les comparaisons éclairantes, il a bâti avec hardiesse une théorie réaliste et nuancée de la politique, dont le plus grand mérite, à nos yeux d'historien, est de se tenir constamment dans la durée et dans la réalité d'une société faite d'hommes animés par leurs idées, leurs besoins, soumis aux impératifs de leur milieu et de leur époque.

Pour l'auteur, la politique « est toujours et partout ambivalente. L'image de Janus, le dieu à double face, est la véritable représentation de l'Etat : elle exprime la réalité la plus profonde. L'Etat... est toujours et partout à la fois l'instrument de la domination de certaines classes sur d'autres... et le moyen d'assurer un certain ordre social, une certaine intégration de tous dans la collectivité, pour le bien commun » (p. 22). L'histoire est faite de la lutte de certains

groupes sociaux pour le pouvoir, le contrôle de l'Etat. La première partie passe en revue les facteurs biologiques, psychologiques, démographiques, géographiques de la lutte. La deuxième section analyse les cadres, les organisations, les armes, les stratégies, les limites du combat politique. La fin du livre, celle auquel l'auteur s'est manifestement le plus attaché, montre l'évolution « de l'antagonisme à l'intégration », les moyens dont l'Etat dispose pour amener les classes à collaborer à l'œuvre commune de la vie sociale. Il ne cache pas sa préférence pour un socialisme démocratique, qui pourrait être le lieu de rencontre des sociétés occidentale et soviétique.

Ce schéma, dans sa simplicité, trahit la richesse de la réflexion et de l'exposé. Nous aurons profité à lire et relire ce trop court essai, si dense, si enrichissant. Il m'est d'avis que nous pourrions en conseiller la lecture à nos rhétoriciens. Au seuil de leur vie de citoyen, ils y trouveraient des idées et des faits discutés et intégrés dans une synthèse sûre, qui éclaire la vie sociale où ils vont entrer, agir, choisir. Cela contribuerait à leur formation civique, en prolongeant en une méditation nécessaire l'enseignement que nous leur avons donné.

J.D

R. OLIVER & J.D. FAGE, *A short History of Africa*, Londres, Penguin African Library, 1912, 280 p.

Après avoir rappelé que la civilisation de l'Afrique était avancée lorsqu'elle fut découverte par les Européens, et que ceux-ci ne pénétrèrent pas à l'intérieur du continent parce que les Africains exploitaient déjà eux-mêmes leurs ressources et tenaient entre leurs mains le commerce intérieur, les auteurs retracent les grands traits de la préhistoire, puis de la révolution de l'agriculture. Née dans le croissant fertile (VI^e mil.), puis en Egypte (V^e mil.), l'agriculture, remontant la vallée du Nil vers l'Afrique noire, atteignit Khartoum dans la seconde moitié du IV^e mil., puis s'étendit à la savane (III^e et II^e mil.) ; à la veille de l'ère chrétienne, elle était associée à la civilisation des figurines de Nok (Nigéria) et gagna ensuite la forêt avec l'expansion des peuples de langue bantoue du Soudan occidental, expansion (de repopulation plutôt que de conquête) rendue possible par l'implantation en Afrique des plantes vivrières de l'Asie du Sud-Est (banane, igname), qui permirent d'accroître les densités de population. Les courants d'influence pénétrèrent vers le Soudan

occidental et vers les Grands Lacs. Les premiers Etats noirs organisés, nés au centre du contingent, donnent à l'Afrique son unité. Héritiers des idées politiques de l'ancienne Egypte, ils ont toujours revêtu la forme de superstructures étatiques parasitaires et bureaucratiques surimposées aux communautés préexistantes des tribus villageoises ; ils furent tous plus ou moins islamisés, soit par l'Orient, soit par le Nord saharien.

L'influence méditerranéenne s'exerça en Afrique du Nord autour de Carthage et d'Alexandrie, puis se propagea en même temps que le christianisme sous la domination romaine ; l'introduction du chameau favorisait le nomadisme berbère et le développement des routes transsahariennes vers le Soudan. L'islam, religion des rois et des marchands, pénètre en Afrique occidentale et dans l'Est africain.

Les découvertes portugaises et l'intervention des Ottomans provoquèrent l'effacement de la Méditerranée, le renversement des courants commerciaux et le déclin des royaumes médiévaux : capté à l'est par les Européens, le commerce se détourne de la côte d'Afrique à l'ouest, le commerce transsaharien fit place au commerce maritime et les centres de richesse se déplacent du Soudan à la côte de Guinée. Les royaumes côtiers (Bénin, Bakongo) ne résistèrent pas longtemps à l'apparition du fusil et aux exigences de la traite ; par contre l'influence portugaise sur l'arrière-pays provoqua l'essor du commerce et encouragea la formation de royaumes puissants en Afrique occidentale (Achanti, Oyo puis Dahomey), centrale (dynastie des Mwata-amvo en pays Luba-Lunda) et australe (Monomopata, Nord du Zambèse).

L'isolement de l'Afrique est rompu au XIX^e siècle. La politique commerciale, voire humanitaire entraîne le partage de l'Afrique. Le faible intérêt métropolitain est attesté par la règle selon laquelle la colonie ne doit rien coûter. Entre les deux guerres une politique de colonisation plus dynamique est entreprise, qui mène à la formation d'élites africaines, noyau de la décolonisation.

R.V.S

J. NEEDMAN, Ling WANG & K.G. ROBINSON, *Science and Civilization in China*, 5 vol., Cambridge, U.P., 1962.

A partir de textes peu connus de la sinologie, l'auteur a fixé de manière plus sûre maintes conceptions concernant la Chine.

Dans le tome 4, il traite notamment du magnétisme. Les résultats de cette enquête demeurent provisoires évidemment mais constituent une mise au point précieuse.

Dès avant l'ère chrétienne, les devins chinois se servent d'une cuillère en magnétite représentant la grande ourse. Entre le I^{er} et le VI^e siècle, des pièces de fer sont aimantées par frottement avec des aimants naturels. Dès le XI^e siècle, les Chinois savent fabriquer des aiguilles magnétiques artificielles : chauffées au rouge et orientées nord-sud, elles sont aimantées par refroidissement. En 1088, un premier ouvrage décrit la boussole de manière explicite et évoque la déclinaison magnétique. Il paraît néanmoins que celle-ci est connue dès le VIII^e siècle. C'est vers 850 que l'usage régulier de la boussole débute. Il s'agit d'une boussole flottante. Elle passe en Europe au XII^e siècle et y est remplacée par la boussole sèche. Les Italiens y adjoignent au XIV^e siècle le cardan, invention connue des Chinois. Cette combinaison est réimportée au Japon à la fin du XVI^e siècle par les Portugais ou les Hollandais. De là elle vient en Chine se substituer à la boussole flottante.

Des notes intéressantes concernent la nature de la gamme chinoise et son influence sur la musique à base de percussion et non de mélodie, comme en Europe ainsi que sur la verrerie et l'optique chinoise, habile à couler des lentilles biconvexes.

R.V.S.

Vittorio LANTERNARI, *Les mouvements religieux des peuples opprimés*, Paris, Maspero, 1962.

La classification se base sur les conditions socio-politiques, d'où une grande cohésion. Le caractère de la réaction aborigène est ambiguë : le contact avec la civilisation occidentale déclenche un désir de progrès et d'innovation, mais en même temps un retour aux traditions socio-culturelles du peuple ou de la tribu. Le dynamisme des sociétés aborigènes se fait jour de manière évidente, à l'encontre des allégations habituelles de passivité et de stagnation que l'on porte contre elles. Le choc culturel joue le rôle de facteur causal externe : la lutte est engagée contre les conditions sociales considérées comme exécrales, contre le dominateur, responsable de l'oppression. L'action immédiate, le combat sont déclenchés.

L'exemple le plus frappant est donné par le Christianisme lui-même à ses débuts. Né

d'abord d'un conflit entre l'organisation sacerdotale et les besoins religieux du peuple juif — formulés en réaction contre la sclérose de la hiérarchie sacerdotale — le christianisme s'est développé à partir de l'opposition entre la création religieuse spontanée du peuple et la force d'oppression d'une classe dominante. Des mouvements messianiques ont donc existé dans le passé de la société occidentale. L'A. considère que les primitifs, sous l'impact du choc culturel, refont aujourd'hui un itinéraire religieux nécessaire, déjà parcouru antérieurement par la société occidentale.

R.V.S.

Histoire du moyen âge

M. M. POSTAN, E. E. RICH & E. MILLER, *The Cambridge Economic History of Europe*, t. III, *Economic Organization and Policies in the Middle Ages*, Cambridge, U.P., 1963.

Centré sur les faits économiques concrets cet ouvrage rejette loin les traités de caractère juridique de l'école allemande. On y apprend foison de choses : on y fait justice, par exemple, des accusations tant de fois portées contre les hommes du moyen âge supposés rebelles aux mathématiques : marchands et comptables sont d'excellents calculateurs.

Sur le plan des politiques économiques on trouve un bon exposé de la réglementation urbaine. Loin de tout ramener à une éthique intangible qui eût cherché en toute circonstances à assurer la loyauté des produits et des transactions, on y dégage la complexité des intérêts en jeu et les réactions différentes selon les phases de l'évolution de la conjoncture : période d'expansion, aux marchés insuffisamment fournis, où le pouvoir n'intervient que pour des motifs fiscaux et où la liberté d'entreprise n'est que partiellement limitée ; période de saturation relative et de concurrence plus sévère ; période aussi de crise et de contraction. Le libéral Henri Pirenne dénonçait uniformément la malversation de l'appesantissement de la réglementation urbaine, sans s'apercevoir qu'elle tentait de pallier à une situation parfois tragiquement difficile. Si condamnation doit être prononcée c'est que le remède s'est éventuellement avéré pire que le mal.

De l'exposé fragmenté géographiquement

des deux derniers siècles du moyen âge il est difficile de dégager les tendances pourtant générales du XVe siècle finissant : protectionnisme imposé par une xénophobie croissante ; réglementation ou interdiction du commerce extérieur ; octroi de monopoles à certains commerces ou à des industries privilégiées ; guerre monétaire inspirée des idées bullionistes ambiantes, — bullionisme plus pratique que théorique d'ailleurs, parce que destiné à pallier à l'insuffisance des stocks monétaires — intérêt croissant des gouvernements pour la prospection minière : en bref, mise en place de tous les éléments d'un prémercantilisme qui rend déjà un son très moderne.

La contribution la plus neuve concerne le crédit public que des administrateurs anglais de la fin du XIIIe siècle estimaient bénéfique pour la trésorerie à condition qu'elle ne dépasse pas un an de revenus. Même en dehors des grandes dépenses, confier à des financiers la perception des taxes contre des avances de trésorerie, c'était contribuer à la stabilité financière de l'Etat.

R.V.S.

Teobaldo FILESI, *Le relazioni della Cina con l'Africa nel medioevo*, Milan, Dott. A. Giuffrè, 1962, 139 p., 12 h.t.

Les rapports de la Chine avec l'Afrique à l'époque du Moyen Âge occidental sont déjà nettement posés sous les Tang et les Song. L'auteur en montre les éléments et les éclaire par des commentaires précis sur les progrès techniques de la marine chinoise et par le rappel de quelques caractères du commerce de l'Empire. Si l'Afrique orientale est dans le champ des relations chinoises, rien ne permet d'assurer que les contacts soient déjà directs, et les descriptions sommaires que recèlent quelques sources chinoises à partir du IXe siècle, relatives au pays somali et au pays des Zendj, sont sans doute de seconde main.

La première période Ming marque une phase nouvelle et majeure, avec les sept grandes expéditions navales dirigées par Tcheng-Ho dans le premier tiers du XVe siècle : la cinquième touche à coup sûr plusieurs cités africaines, et le fait n'est pas exclu pour la précédente et les deux dernières. Le double motif du prestige et du commerce semble évident, et l'auteur signale heureusement le point de vue de Jung-pang-Lo qui, contre la tendance à isoler ces entreprises dans leur singularité, veut les évaluer correctement en les replaçant dans l'héritage historique reçu par les Ming et

dans les possibilités ouvertes par toute l'évolution de la société chinoise. Ces expéditions permettent de nouvelles descriptions des pays africains, ainsi celles de Brava, Giumbo et Mogadiscio par Fir-Hsin, qui fut du voyage. Après quoi la Chine se replie sur soi, sacrifie sa puissance navale, et le commerce extérieur reste aux mains d'entrepreneurs privés.

R.V.S.

Bronislaw GRMEK, *Le Commerce de Novgorod avec l'Occident au moyen âge*, dans *Annales*, t. 19, p. 1157 sv, Paris, 1964.

Rendant compte d'un ouvrage russe de Me A. L. HOROSKEVIC, publié par l'Institut d'histoire de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. en 1963 et relatifs au *Commerce de Novgorod avec les pays de la Baltique et la Hanse aux XIVe et XVe siècles*, G. Grmek constate que l'on sous-estime l'importance de la chasse au petit gibier dans l'hinterland de Novgorod. Ses produits de pelleterie fournissent un moyen de s'acquitter des redevances seigneuriales à un moment où l'absence de numéraire est gênante. L'écureuil fournit le plus important du lot annuel, les fourrures de luxe sont très rares. Le freinage du volume d'accroissement des échanges au XVe siècle est explicable par l'invasion de l'Ordre teutonique, mais aussi les bouleversements du marché européens où la classe nobiliaire voit décroître sa puissance d'achat, d'où la diminution des ventes de produits de luxe. L'accession au rang de consommateur de classes sociales nouvelles explique le maintien de la demande en produits communs.

La première mention de drap d'Ypres à Novgorod date de 1327. Ils restent très estimés jusqu'au XVIe siècle, où un lot figure parmi les cadeaux adressés de Moscou aux khans de Crimée. Les écarlates, draps de luxe par excellence, qu'ils soient de Flandre ou d'Italie sont très appréciés.

A la fin du XVe siècle, la priorité revient aux draps de qualité secondaire de Poperinghe, spécialisée dans l'imitation des draps d'Ypres, de Saint-Omer, et d'ailleurs. Beaucoup de localités sont représentées par leur production drapière aux XIVe et XVe siècles sur le marché de Novgorod d'ailleurs : Bruges, Dixmude, Langemarck, Commines, Wervick, Warneton, Audenarde, Westerlinden, Nieuwkerke. Le Hainaut est représenté par Valenciennes, Cambrai et autres. A la fin du XIIIe siècle, le gros drap allemand d'Aix et de Cologne, à la fin du XIVe, le drap hollandais précédent de peu

les draps anglais dont l'importation ne devient plus importante qu'au XVe siècle.

Lorsque Ypres, s'appuyant sur les modifications de la demande en Occident, envoie des draps de second ordre à Novgorod, elle essuie des reproches véhéments de la part de la noblesse restée exigeante dans cet endroit. La classe moyenne se contente de tissus moins luxueux.

R.V.S.

R. VAN UYTVEN, *Stadsfinancieën en stadseconomie te Leuven van de XIIe tot het einde der XVIe eeuw*. XXXII, 724 p., 42 t., 29 graph.

Le plus haut niveau de vie fut atteint à Louvain durant la période 1440-1475 ; il ne fut plus dépassé ni même égalé sous l'Ancien Régime. Profondément atteint à la fin du XVe siècle, il se releva partiellement dans la première moitié du XVIe et il tombe au minimum en 1585. L'afflux des métaux d'Espagne, s'il provoque l'inflation, s'il stimule un moment l'économie ne produit pas sur l'activité un essor plus net que celui des bonnes années 1440-1475 et il ne procure pas aux salariés un meilleur niveau de vie. On peut donc se demander si la révolution des prix n'est pas une révolution pour rien. Il vaut mieux comme le fait l'A. montrer la vulnérabilité de l'économie louvaniste et, en réalité de toutes les économies urbaines à cette période. L'équilibre social et économique était tellement fragile que toute perturbation risquait de susciter une suite de crises... Chaque mauvaise récolte, chômage, mortalité, dette urbaine ou révolte pouvait entraîner toute une série d'autres calamités.

R.V.S.

S. STELLI, G. MICHAUD, *Le transport international des manuscrits juridiques bolognais entre 1265 et 1320*, dans *Mélanges d'histoire économique et social en hommage au professeur ANTONY-BABEL*, Genève, 1963.

Aspects fondamentaux du commerce médiéval : prix des transports, contrats de commerce, débuts de l'assurance (y compris „tous risques”), géographie des routes commerciales et des places financières (Paris, Montpellier, les foires de Champagne), activités des grandes compagnies italiennes : Ammanati, Chiarenti, Acciaiuoli.

Le prix de l'outillage livresque contraignait l'universitaire à être riche ou fonctionnaire.

R.V.S.

F. MELIS, *Aspetti della vita economica medievale, Studi nell'Archivio Datini di Prato*, t. I., Siena, Monte dei Paschi di Siena, Florence, Olshiki, 1962.

Analyse exceptionnellement riche d'un fonds d'archives fort complet d'un homme d'affaire italien du XIVe siècle. On y établit à l'aide de 125.000 lettres le rayonnement de l'affaire sur 267 villes différentes, de Lisbonne à La Tana, de Bristol et les Allemagnes à Tripoli en Afrique. On suit de 1385 à 1410 le tableau des résultats de chaque entreprise dont le rendement varie de 70 % à moins 4 % (une seule perte), avec une moyenne bénéficiaire de 20 %.

On découvrira, pour les sections économiques la dissection d'un exemple concret d'opération commerciale fort complexe, démontée et reconstruite à travers les registres, toutes les indications comptables sont retranscrites, analysées, commentées dans le cadre de la comptabilité en parties doubles.

L'activité drapière donne lieu à une observation unique de divers aspects matériels et sociaux. Pour fabriquer 222 pièces interviennent 1.000 personnes dispersées dans un rayon de 80 km : incorporation donc du „plat pays” (*contado*) aux activités économiques urbaines, main d'œuvre rurale, achat de laines locales, d'huile, de matières tinctoriales, vente de drap aux paysans. On soulignera l'importance de la main d'œuvre féminine qui atteint 90 % de l'effectif total (rappelons-nous Chrétien de Troyes) de l'usine. Description également de tous les outils et machines attachés à la fabrique, de même que des ateliers de teinture et des rames à sécher.

Deux tableaux retiennent l'attention. Celui déterminant la part de la matière première et des diverses opérations dans le prix de revient. En gros : 38 % pour la laine, 56 % pour la fabrication, 6 % pour les frais divers. Celui établissant le planning de la fabrication des pièces. En moyenne : 28 jours pour la préparation de la laine nécessaire à une pièce de drap, 30 pour la filature, 35 pour le tissage, 36 pour la finition. Par le jeu des chevauchements, il faut 80 jours en moyenne pour préparer une pièce dans le cadre de la fabrication de 222 unités réparties en 94 lots sur 5 années. Le rythme de vente est aussi très lent. La vente en gros un an environ après la fin des opérations, la vente en détail commencée immédiatement se poursuit pendant des mois. La pièce est morcelée en coupons, jusqu'à 25.

R.V.S.

Guy FOURQUIN, *Les campagnes de la région parisienne à la fin du moyen âge*, Paris, Presses Universitaires de France, 1964, gr. in-8°, 589 p., graphiques, p. 11. cartes, *Publications de la Faculté des lettres et des sciences humaines de Paris*, série *Recherches*, t. X.

La thèse de doctorat de M. Guy FOURQUIN se place aux côtés des travaux de R. Boutruche pour le Bordelais, de J. Schneider pour le pays messin, et de Ph. Wolff pour la région toulousaine. Partant d'une description du pays „français" (l'Île-de-France) au dernier siècle des Capétiens, il analyse les épreuves que la guerre de Cent ans lui a imposées, et décrit la lente „convalescence agricole" qui ne sera entièrement achevée que vers 1520. Ne pouvant procéder ici à l'analyse minutieuse que cet ouvrage mérite, nous voulons attirer l'attention sur quelques conclusions qu'il est utile d'intégrer dans notre enseignement.

On ignore souvent que l'Île-de-France était au XIII^e siècle la région la plus peuplée du royaume et que, comme l'a montré R. Dion, y existait un vignoble aussi important que celui du Bordelais. La hanse parisienne des marchands de l'eau contrôlait l'écoulement de sa production. Cette richesse humaine et économique rend compte de l'ascension capétienne, dont on n'avait envisagé jusqu'ici que l'aspect politique. L'émiettement des seigneuries et des censives, qui résulte de l'expansion démographique, sera préjudiciable à la noblesse appauvrie par les croisades, les guerres capétiennes répétées, les partages successoraux. Les emprunts, les rentes, les concessions aux paysans font d'elle une rentière du sol. Les bourgeois notables et le cergé, acquéreurs de terres, et la haute noblesse, vivant d'offices royaux et donc dispensés d'aliéner leurs biens, bénéficient de ces transformations sociales. La petite bourgeoisie, formant le monde des robins, exerce les fonctions royales subalternes, la gestion des biens ruraux et la conduite des procès. Quant aux paysans, ils obtiennent, grâce à la proximité de la cour royale qui les protège contre l'arbitraire seigneurial, et à la prospérité, qui leur permet d'emprunter aux bourgeois parisiens l'affranchissement des serfs et l'abonnement à la taille fixés dans des chartes rurales, qui obligent désormais le seigneur banal.

Le retournement de la conjoncture et les crises du XIV^e siècle apparaissent dans la perspective dégagée par E. Perroy : crise frumentaire de 1315-1317, moins ressentie

en pays français grâce au maintien du prix du vin, mutations monétaires à partir de 1337, qui font baisser le prix des céréales et des salaires et dont les propriétaires souffriront plus que les paysans, „peste noire" de 1348-1349 suivie des mortalités de 1363 et 1366-1368 engendrant une dépopulation importante, cumulées avec les luttes du jeune Charles V contre Charles le Mauvais et ses alliés anglais, la révolte des bourgeois de Paris sous la conduite d'Etienne Marcel et la jacquerie, il n'en fallait pas tant pour plonger l'Île-de-France dans une profonde désolation. Le redressement sera lent et la stabilisation économique se fera à la fin du siècle à un niveau médiocre.

Au XIV^e siècle, les crises avaient été violentes mais brèves. De 1410 à 1444, les conflits des Bourguignons et des Armagnacs, puis du dauphin contre les Anglo-Bourguignons, allaient plonger le Paris dans une crise longue et continue. Le contrôle de la capitale est l'enjeu de la lutte. Même de 1420 à 1429, le pays français a vu se poursuivre les hostilités contre les partisans du roi de Bourges. Du cycle infernal de la misère engendrée par la guerre civile et étrangère, il sort las, affamé, ruiné. Le déficit démographique peut être estimé à 50 %. Le commerce est amenuisé et la foire du Lendit abandonnée. Les destructions sont nombreuses, quoique inégalement réparties, et les terres abandonnées. Pourtant, il semble que les chroniques et les documents fiscaux aient quelque peu exagéré et que les possibilités de redressement restent considérables. La proximité de la capitale, la reprise du commerce parisien, le retour à la paix favoriseront la convalescence agricole. Celle-ci sera ralentie par bien des obstacles : les intempéries, mais surtout les bas prix agricoles et leur distorsion avec les prix artisanaux, si préjudiciable aux ruraux, qui durera jusqu'au retournement de la conjoncture entre 1490 et 1500. La restauration des campagnes s'opérera avant 1480-1490 dans les terroirs les plus riches et les plus favorisés, après dans les autres, pour s'achever vers 1520. Elle sera conservatrice : rien d'essentiel ne sera modifié par rapport à l'avant-guerre. Ni la propriété seigneuriale et paysanne, ni l'habitat, ni les méthodes ne se transforment. Le redressement est l'œuvre des paysans qui remettent en état les censives, mais aussi des bourgeois parisiens, propriétaires clercs et laïques, administrateurs, qui y apportent leur compétence, leur habileté, leur âpreté au gain, leurs capitaux. On assiste à la pénétration du clergé, des

offices, de la gestion économique, de la propriété rurale aux abords de Paris, par ces gens que Molière décrira encore, et à la fortune des grands lignages nobles et bourgeois qui profitent de la faveur royale. Contrairement à ce qu'ont cru A. Renaudet et Imbart de la Tour, les évêques et abbés commanditaires n'ont pas réellement compromis la gestion financière et économique des institutions ecclésiastiques, qui leur échappait parce qu'elle restait dans les mains d'un personnel compétent et dévoué.

Ce ne sont que les thèmes fondamentaux de ce beau travail, dont le moindre mérite n'est pas de nous faire saisir la misère des paysans français exposés aux mortalités, aux mutations monétaires, aux bas prix agricoles, aux misères de la guerre, en même temps qu'il s'efforce d'établir l'évolution de la conjoncture économique, des prix des salaires et de la population dans les campagnes françaises au bas moyen âge.

J.D.

K. M. SETTON, etc., *A History of the Crusades*, 2 vol. parus, Philadelphie, Univ. ; de Pennsylvanie, 1956-1962.

Il s'agit d'une mise au point des connaissances relatives aux croisades dans leur plus grande extension géographique. Chaque croisade, y compris celle des Albigeois ou la croisade des Enfants, est traitée dans son cadre événementiel, mais des notices sont consacrées aux puissances concernées par les croisades : Normands de Sicile, Byzance, Petite Arménie, Turcs, Mongols, Empire latin, principautés franques de Grèce, Etats latins d'Orient, royaume de Chypre, etc. Il est dangereux cependant de séparer l'histoire événementielle de l'histoire structurale. On regrettera à propos de Byzance qu'on n'ait pas mentionné le caractère étranger de l'idée de guerre sainte pour les Byzantins, source de tant d'incompréhension, ni l'opposition idéologique entre l'Empire byzantin et le Saint Empire romain, ou encore l'influence des croisades sur le schisme.

Le rôle novateur d'Innocent III dans le développement des croisades politiques et leur influence néfaste sur le prestige pontifical sont mis en relief. Une bonne synthèse sur l'Empire latin de Constantinople rassemble des données éparées dans maints ouvrages d'accès difficile.

R.V.S.

Norman COHN, *Les fanatiques de l'apocalypse*, trad. de l'anglais, Paris, Julliard,

1962. (*The pursuit of the millenium*, Londres, 1957).

La localisation des mouvements est significative : il s'agit de régions où le développement économique rendait impossible la continuité des conditions traditionnelles de vie. L'essor démographique de certaines zones poussa les paysans que la terre ne pouvait plus nourrir, à chercher du travail dans les villes en formation où l'industrie et le commerce se développaient. L'exode rural urbain devenait très important et détruisait les liens de parenté, base des communautés paysannes. L'individu en s'installant dans les villes, s'y retrouvait sans appui, dans un monde nouveau en pleine gestation et dont les valeurs n'étaient pas encore définies ; il ne pouvait plus agir selon les conceptions du monde paysan, et la condition prolétaire n'était pas encore définie ; dans la ville, les bourgeois seuls possédaient des modèles de conduite établis. L'individu des classes inférieures se trouvait donc sans défense ; le moindre déséquilibre socio-économique, politique, religieux, entraînait la misère. La répétition de ces mêmes conditions à des époques et dans des régions différentes coïncide toujours avec des mouvements millénaristes. Il est donc tout à fait légitime d'affirmer que les mouvements surgissent quand un accroissement rapide de la population, accompagné d'un développement industriel et commercial important, entraîne une transformation des conduites sociales... Les mouvements millénaristes du MA ont une véritable doctrine communiste se réclamant d'une tradition : société sans classe où toute propriété privée serait abolie. Identité aussi avec les mouvements totalitaires n'était une différence de vocabulaire. Phénomène de paranoïa collective ?

R.V.S.

L. ZU DOHNA, *Reformatio Sigismundi*, dans *Veröffentlichungen des Max Planck Instituts für Geschichte*, t. 4, Göttingen, Vandenhoeck-Ruprecht, 1960.

Dès l'époque du concile de Bâle, des écrits circulaient en Allemagne pour demander une réforme de l'Eglise. La *Reformatio Sigismundi* fut composée vers 1439. Que ce traité fut révolutionnaire ou conservateur, il n'en reste pas moins qu'il préconise bon nombre de réformes novatrices : sécularisation des biens de l'Eglise, substitution à l'ancienne noblesse d'une aristocratie nouvelle, fondée sur le service de l'Eglise et de l'Empire renoués ; établissement d'un juste prix

pour les denrées et abrogation du servage, contraire à la morale chrétienne. Il paraît bien par là que l'auteur pense aux *petits*. Mais il est fatal qu'en raison du mauvais vouloir des dirigeants, les *petits* soient amenés à imposer leurs vues par la violence.

R.V.S.

Histoire des temps modernes

W.G.L. RANGLES, *Le nouveau monde, l'autre monde et la pluralité des mondes*, dans *Actas*, t. 4, 1962.

Une chronique de Nuremberg publiée en 1493 déclare, à propos du voyage de Diego Cao, que, « ayant franchi la ligne équinoxiale, il pénétra dans un *autre monde*... jusqu'ici inconnu de nous, et cherché en vain pendant de longues années par les Génois ». L'expression *nouveau monde* représente le monde austral où tout est nouveau pour les Occidentaux à commencer par les étoiles. L'opposition verticale entre l'Europe et l'Amérique, séparés par l'Atlantique, ne vint qu'après. Cette affirmation ne tient pas compte de l'avis de Colomb qui emploie l'expression *nouveau monde* pour les terres connues des Anciens et redécouvertes par lui, et le terme d'*autre monde* pour les régions situées au sud, ni de l'avis de Pierre Martyr d'Anghiera qui, en 1493, qualifie de *nouveau monde*, c'est-à-dire d'*antipodes occidentales*, les régions découvertes par Colomb. Celui-ci peut apparaître à juste titre pour ses contemporains comme le révélateur de « la nouvelle terre et des nouveaux cieux » annoncés par Isaïe et par l'Apocalypse.

R.V.S.

Pierre CHAUNU, *La population de l'Amérique indienne (Nouvelles recherches)*, dans *Revue historique*, t. 232, p. 111-118, Paris, P.U.F., 1965.

Des travaux récents de l'Université de Berkeley, portant sur le dépouillement des dénombrements de population conservés dans les archives des deux rives de l'Atlantique, donnent à nouveau du relief à ce que les historiens espagnols ont qualifié de *légende noire*. En 1948, l'ouvrage de S.F. COOK & L.B. SIMPSON, *The population of Central Mexico in the Sixteenth Century*, fixait pour les 514.000 km de l'Anahuac les chiffres de population suivants: 1519, 11 millions; 1540, 6,4 millions; 1565, 4,4 mil-

lions; 1597, 2,5 millions; 1607, 2 millions. Ces conclusions furent vivement critiquées parce qu'elles remettaient en question les chiffres avancés par A. ROSENBLATT, *La probación indígena y el mestizaje en América* (Buenos Aires, 2 vol. 1954, dernière édition) pour l'Amérique espagnole: 11 millions 200.000 vers 1500; 10.370.000 vers 1650 (dont 8.400.000 Indiens), 11.400.000 vers 1700, un peu moins de 15 millions vers 1790 (dont 6.925.000 Indiens), 16.910.000 (dont 7.530.000 Indiens) vers 1810.

Or la révision faite pour l'Anahuac par W. BORAH & S.F. COOK, *The aboriginal population of Central Mexico on the eve of the Spanish Conquest*, Berkeley, 1963, arrive aux chiffres suivants: 1532, 16.800.000 habitants; 1548, 6.300.000; 1568, 2 millions 650.000; 1580, 1.900.000; 1595, 1 million 375.000; 1605, 1.075.000. Techniquement, une densité de population de 50 habitants au km² est possible, dans une civilisation du maïs même rudimentaire. Ainsi, contrairement aux hypothèses de P. RIVET, *Les origines de l'homme américain*, Paris, Gallimard, 1957, la catastrophe de la *Conquista* a été aussi grande que Las Casas l'avait dénoncée. Du même coup, il faut réviser le niveau total supposé du nombre des hommes: écrire 400 millions d'hommes quand nous supposions 320 à 330 vers 1500. C'est un quart de la population du globe qu'auront anéanti les chocs microbiens du XVI^e siècle. Une catastrophe comparable à celle des quatre grandes épidémies de peste du XIV^e siècle pour le monde occidental.

R.V.S.

Jacques LAFAILLE, *Les Conquistadores*, Collection *Le temps qui court*, n° 35, Editions Le Seuil, Paris, 1964.

J. Lafaille s'efforce de nous montrer le vrai visage des conquérants espagnols du XVI^e siècle, en les replaçant dans le contexte de leur époque. Il étudie la personnalité de Hernán Cortés, de Pizarro, Almagro et Valdivia, d'après les témoignages d'historiens contemporains tels que Gomara, Bernal Diaz et Las Casas. L'auteur développe notamment les idées suivantes: la conquête des royaumes inca et aztèque fut facilitée par l'aide que les minorités indiennes opprimées apportèrent aux conquérants. Ces derniers profitèrent fort peu de leur fabuleuse victoire, car alors qu'ils voulaient se constituer des états féodaux, le roi d'Espagne envoyait des fonctionnaires royaux sur leurs traces pour organiser leur victoire; or, pour les conquérants ces fonctionnaires

n'étaient que des parasites chargés de leur voler les bénéfices de leur victoire. D'où une perpétuelle tension entre la cour et les conquérants qui, finalement, précipita leur ruine.

En marge de cette trame générale sont évoquées l'œuvre des religieux (les conquérants spirituels), le problème des métis (l'Inca Garsilaso), des créoles, et le cas curieux des conquistadores vaincus et assimilés de force par les indiens (le cas d'Alvar Nunez).

Etude sérieuse, bien documentée, d'une lecture agréable. Format et présentation livre de poche, nombreuses illustrations et extraits d'historiens contemporains des événements, photographies, dessins, reproductions de miniatures.

L'ouvrage est complété par une chronologie, un index des noms cités, une bibliographie et une table des illustrations.

R.R.

M.A.P. MEILINK ROELOFSZ, *Asian trade and European influence in the Indonesian Archipelago between 1500 and about 1640*, The Hague, Martinus Nijhoff, 1963, IX-471 p.

Le système de l'empire portugais emprunte beaucoup au système des communications du XV^e s. créé par les Arabes et centré sur Malaca. Il y a non substitution mais juxtaposition de routes. La route méditerranéenne a souvent dépassé celle du Cap en volume d'échanges réalisés, lors de la seconde moitié du XVI^e siècle. Au départ l'intromission portugaise a été perturbatrice et destructrice, mais rapidement le système portugais s'est établi en équilibre avec les vieux circuits d'échanges. Il s'est le plus souvent contenté de les utiliser et de les organiser, renonçant à une situation de monopole et se bornant à alimenter la route du Cap. La croissance du XVI^e siècle, avec son enflure généralisée des prix et des volumes, aura favorisé cette large conciliation. Il y a place pour tout le monde en phase A. La *Vereenigde Oost-Indische Compagnie*, par contre, est perturbatrice et révolutionnaire. De 1602 à 1641, elle détruit et élimine dans une lutte implacable les Portugais, leurs métis, les Indiens musulmans. Elle est moins heureuse en face des Chinois. Le renversement de conjoncture explique en partie ce phénomène.

R.V.S.

Alvaro CASTILLO, *Dans la monarchie espagnole du XVII^e siècle : Les banquiers*

portugais et le circuit d'Amsterdam, dans *Annales*, t. 19, p. 311 et sv., Paris, 1964.

Au cours des premières années du XVII^e siècle, et plus particulièrement dans sa troisième décennie, le centre de haute pression financière qu'avaient constitué les foires de Gênes se déplaça progressivement vers le Nord, et l'on assiste alors à l'essor de la grande Bourse d'Amsterdam. C'est justement sur ce transfert que misèrent les Portugais et c'est à Amsterdam qu'ils durent leurs succès durant plus de vingt années. Mais pour prouver que les fonds engagés, de 1627 à 1647, par les nouveaux chrétiens proviennent, dans une large mesure des circuits hollandais, n'est pas tâche facile, surtout lorsqu'on ne dispose que d'une documentation officielle, comme c'est notre cas : que l'argent d'Amsterdam pût être employé en grande partie à financer la guerre de l'Espagne contre les Hollandais, voilà qui requerrait une extrême discrétion... Tout tend à prouver qu'il en fut bien ainsi.

Vers 1532, les banquiers génois négociaient à Lyon, place ennemie, par l'intermédiaire d'hommes de paille, de même les marranes ont dû agir en sous-main au bénéfice de la monarchie espagnole, à partir de la Grande Bourse hollandaise.

R.V.S.

S. BLANC, *A propos de la politique économique de Pierre le Grand*, dans *Cahiers du Monde russe et soviétique*, t. 3, p. 122-139, 1962.

Les manufactures d'Etat sont des entreprises-pilotes destinées à être remises à l'initiative privée aussitôt que possible. De fait, la contrainte à l'égard des chefs d'industrie fut assez exceptionnelle, même dans l'Oural. Quant au recrutement forcé de travailleurs, il était nécessaire si on ne désirait pas toucher au régime du servage. L'influence européenne fut moindre qu'on ne l'a longtemps cru. Dès le XVII^e siècle, l'accumulation de capitaux dû au développement du commerce tant dans les villes que dans les campagnes, l'afflux de main-d'œuvre dû à la généralisation de la redevance en argent et disponible à des fins non agricoles, préparent l'orientation prise par l'économie russe au XVIII^e siècle. Après Pierre le Grand, la réaction des nobles n'arrête pas le progrès industriel, elle le ralentit seulement.

R.V.S.

Pierre DEYON, *Rapports entre la noblesse française et la monarchie du XVII^e siècle*, dans *Revue historique*, T. CCXXXI, 2, pp. 341-356.

A propos des objections faites aux positions prises par B.P. Porchnev sur les jacqueries françaises de 1624 à 1653, soutenant que la noblesse a participé à ces révoltes, Pierre DEYON attire l'attention sur les raisons de l'opposition nobiliaire à l'absolutisme défendu par Richelieu et Mazarin. Les besoins financiers engendrés par la reprise des hostilités européennes amène la couronne à limiter les privilèges fiscaux que la coutume accorde à la noblesse. C'est d'ailleurs à ce moment que le retournement de la conjoncture et la guerre réduisent ses revenus. Les plaintes sont nombreuses et suspectes, mais l'analyse des rôles constitués lors de la convocation du ban et de l'arrière-ban dénote l'existence d'une « sorte de prolétariat noble » prêt à toutes les aventures. La noblesse, comme toute classe en difficulté, est tentée d'imputer au pouvoir la responsabilité de sa déchéance. Elle a d'ailleurs le sentiment que la monarchie, en menaçant ses privilèges, viole les lois fondamentales du royaume. Louis XIV cependant laissera subsister une bonne partie des privilèges fiscaux, cependant qu'il châtiât sévèrement les auteurs du complot de 1658-1659 et qu'il s'imposera autant par la crainte qu'il inspirera que par la domestication de la noblesse.

J.D

Albert SOBOUL, *De la pratique des terriers à la veille de la révolution*, dans *Annales, économies, société, civilisations*, t. 19, p. 1049, Paris, 1964.

La fin de l'Ancien régime voit une réaction féodale accentuée encore à partir de 1750. Une vérification constante et plus minutieuse des cens risquant de tomber en désuétude remet en vigueur la confection des *terriers*. « Le but d'un terrier, écrit Aubry de Saint-Vibert en 1787, est de rassembler sous un seul point de vue, tout ce qui concerne les droits d'une terre. » La multiplication de traités concernant l'art du feudiste et la pratique des terriers, les progrès qu'ils attestent en un demi-siècle constituent des signes manifestes de la réaction féodale et de l'aggravation de la condition paysanne à la fin de l'Ancien Régime.

La fonction de commissaire à terrier, florissante avant 1789, exigeait une triple compétence de juriste, d'archiviste et d'arpenteur-géomètre. Voici un document qui en

dit long sur la réaction féodale du XVIII^e siècle français :

« Le sieur Perreau, feudiste ou commissaire aux droits seigneuriaux... a le talent de mettre les titres des archives dans un ordre intelligible et utile pour leur conservation, lève les plans géométriques ou visuels des domaines auxquels il applique l'indication des titres pour en reconnaître les droits, et procède à la confection des terriers d'autant mieux qu'il a fait une étude des lois féodales, etc. Il se flatte que tous les seigneurs qui voudront l'employer seront contents de son travail. » (Affiches du Poitou, n° 44, 4 novembre 1773.)

Il fallut l'acharnement des masses paysannes de 1789 à 1793 pour porter le coup fatal à cette rénovation des terriers (décret de la Convention du 17 juillet 1793).

R.V.S.

Philippe ARIES, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Plon, 1962.

Rien ne distingue fondamentalement l'enfant de l'adulte vers le XI^e-XII^e s. Marquer les étapes et les formes de cette distinction, tel est l'effort de l'A. Dans toute l'Europe occidentale, avec des variantes, on aboutit à une infantilisation d'une large fraction de la société. La famille conjugale ne se renforce au détriment du lignage que dans les derniers siècles du M.A. La sanctification de la famille ne remonte guère au delà du XVI^e siècle. La famille apparaît timidement dans le portrait au XV^e s., il se développe au XVI^e et XVII^e s., développement parallèle au sentiment de l'enfance. Le goût de l'intimité familiale apparaît dans les classes aisées au XVIII^e s. La famille se ferme au monde, elle se replie sur l'enfant. Cette mutation fondamentale explique la révolution démographique du XIX^e s. : c'est parce que le couple s'est senti, dans chacun de ses actes, responsable de l'avenir de l'enfant, qu'il en est venu à « planifier » les naissances.

R.V.S.

M. BAIROCH, *Révolution industrielle et sous-développement*, coll. *Développement économique*, Paris, SEDES, 1963.

Traitant des causes de la stagnation économique des pays sous-évolus, l'auteur s'attache, en économiste, à l'analyse du démarrage occidental du XVIII^e siècle. Il élimine des facteurs souvent mis en évidence : 1° les progrès techniques sont la consé-

quence de l'essor économique ; ils sont, au début du moins, indépendants de l'état de la science, étant l'œuvre d'artisans poussés par le besoin ;

- 2° le crû démographique est la conséquence de l'augmentation des subsistances. Le rôle de la chirurgie et de la médecine est moins spectaculaire qu'on l'a cru, il n'intervient qu'avec 40 ans de décalage ;
- 3° la hausse des prix n'a pu avoir d'effet décisif. En Angleterre, point de départ de la progression, la disparité prix-salaire reste la plus faible ;
- 4° l'accumulation préalable de capital n'a joué presque aucun rôle. Ce sont les pays où la capitalisation était la moins importante qui ont démarré les premiers. Les nouveaux entrepreneurs n'ont que peu de liens avec les capitalistes anciens, soucieux de consolider leur fortune par l'acquisition de terres.

La faiblesse des investissements nécessaires, l'importance de la marge bénéficiaire permettaient de constituer rapidement un capital important par l'auto-financement.

La moteur initial de la révolution industrielle se trouve dans l'augmentation de la productivité agricole :

- 1° il est impossible que dans une société agricole à 80 % une telle transformation se fasse en dehors d'elle ;
- 2° dans tous les pays les progrès industriels ont été précédés de progrès dans l'agriculture (les physiocrates en ont eu sans doute le pressentiment) ;
- 3° dans la phase de démarrage, l'accroissement de la production industrielle suppose un accroissement de la population active concourant à cette production. Le transfert n'a pu se faire qu'au détriment de l'agriculture et n'a été possible que par l'accroissement de la productivité agricole. Celle-ci a entraîné un accroissement de la demande de produits sidérurgiques (outillage agricole, moyens de transport : la consommation de fers à chevaux double en 60 ans). L'augmentation des ressources paysannes entraîne une consommation accrue de vêtements sollicitée, l'industrie textile se mécanise et recourt, elle aussi, à l'industrie sidérurgique. Vaincue, l'industrie textile rurale restitue des bras à l'agriculture et peuple les industries nouvelles. Des modifications de la structure des terres (enclosures, abandon des communaux) peuvent expliquer avec de meilleures façons culturelles la hausse de la productivité. L'isolement des pays par les droits de

douane, le coût des transports et la simplicité des techniques aide au développement industriel.

Il est impossible que les mêmes facteurs jouent aujourd'hui pour les pays sous-développés. La pression démographique est sans rapport avec le taux 4 à 6 fois plus faible au XVIII^e siècle ; la technique est devenue d'une telle complexité qu'elle exige des investissements de départ prohibitifs ; l'abaissement des coûts de transports favorise l'agriculture de plantation, fournisseuse de matière première aux pays développés qui réexportent des denrées vivrières ou des produits manufacturés.

Cette vision, de l'avis de Jacqueline GUILLIOT-LAGEAT, est trop exclusivement fondée sur le schéma de développement occidental, considéré comme le seul admissible. C'est un faux évolutionnisme déjà dénoncé par Claude LEVI-STRAUSS. D'autres facteurs peuvent jouer, des exemples récents (Cuba) prouvent la puissance d'un nouvel élément moteur de développement : la mobilisation des volontés, facteur déterminant par lequel psychologie et politique se reliait à l'économie.

R.V.S.

Histoire contemporaine

Richard PIPES, *The Historical Evolution of the Russian Intelligentsia*, dans *The Russian Intelligentsia*, N.Y., Columbia U.P., 1961.

L'*intelligentsia* est un phénomène social intimement lié à l'occidentalisation de la Russie. Mais il faut distinguer deux types d'occidentalisation : l'un, « culturel », se réfère à l'adoption d'un mode de vie européen, sans implications politiques ; l'autre, « philosophique », prédispose à l'adoption de positions de « gauche », au sens le plus large du terme. L'*Intelligentsia* « culturelle » se développe surtout après 1762, lorsque la noblesse est libre de devenir une *leisure class* et devient un groupe distinct de la masse par ses goûts, son éducation, ses façons de vivre. En ce sens, large et objectif, l'*intelligentsia* rassemble les petites élites urbaines et provinciales, les « notables » et reste amorphe sociologiquement. Mais, à l'intérieur d'elle, se détache, vers le milieu du XIX^e siècle, une *intelligentsia* dans un sens nouveau, plus étroit et subjectif : pour lui appartenir, il faut avoir fait siennes cer-

taines notions philosophiques : socialisme, idée de révolution, matérialisme.

Or, depuis 1890 environ et jusqu'à nos jours, deux faits ont eu une incidence considérable : l'industrialisation qui sape la position de l'*intelligentsia* « culturelle », et la ruine soudaine des libertés qui frappe l'*intelligentsia* « civique ».

R.V.S

Martin MALIA, *What is the Intelligentsia?* dans *The Russian Intelligentsia*, de Richard PIPES, N.Y., Columbia U.P., 1961.

Au XVIII^e siècle, la structure du monde russe est infiniment plus simple que celle de l'Occident. Deux classes seulement : la noblesse qui monopolise tous les privilèges et la paysannerie opprimée, potentiellement très dangereuse. L'Etat russe se réduit à une autocratie militaire, gouvernant à l'aide d'une bureaucratie irresponsable, qui a pour fonction de maintenir l'ordre à l'intérieur et de mener la guerre à l'extérieur. Une menace pèse cependant sur le système : le Pugatchev paysan et le « Pugatchev d'Université », pour reprendre le mot de J. de Maistre, et surtout la conjonction de l'un et de l'autre, qui sera rêvée un siècle avant sa réalisation.

Libre depuis 1762, le noble peut développer son sens de la dignité personnelle. Il se tourne vers l'Occident, où il trouve des justifications idéologiques. Une minorité de nobles, dont Novikov et Radistchev, revendiquent la dignité humaine pour tous. La réaction tsariste provoque un afflux de nobles dans les universités où, de critiques dilettantes, ils deviennent critiques professionnels. L'université réalise le contact entre nobles et roturiers (*raznotchincy*), qui n'ont d'autre vie que celle des idées... L'*Intelligent*, pour la conscience populaire, c'est l'ancien élève du gymnase et de l'université. Mais ni l'université, ni la presse périodique ne sont libres... L'*Intelligentsia* est une classe d'étudiants exclus et de journalistes censurés qui, en désespoir de cause, se tournent vers l'action révolutionnaire. L'*Intelligent* se replie sur soi pour réaliser l'essence de l'humanité ou va au peuple dont le potentiel destructif fera levier.

R.V.S

Léonard SCHAPIRO, *The communist Party of the Soviet Union*, Londres, Eyre et Spottiswoode, 1960, 631 p.

Ouvrage de base par l'importance de son appareil scientifique : index, notes biblio-

graphiques, critiques (très précieuses pour une première initiation à la littérature « soviétologique »), chronologie des conférences et congrès du parti, liste des membres successifs du Politburo et du Praesidium entre 1917 et 1918, organigramme (avec ses modifications successives) du secrétariat du Comité central. Ouvrage de base ensuite, parce qu'il étudie avec le même soin les années de formation (jusqu'en 1917) et les années de l'exercice du pouvoir. S'il ne renonce pas à narrer chacun des avatars qu'a connu le parti bolchévique, il répond aussi à la problématique de la sociologie des organisations politiques en traitant dans des chapitres particulièrement neufs sa composition numérique et sociale, ses structures internes, ses relations avec les autres hiérarchies détentrices du pouvoir (l'armée, les organes de gouvernement, les différentes forces sociales — ouvriers, paysans, intellectuels).

R.V.S.

Louis CHEVALIER, « La Comédie humaine » : document d'histoire ?, dans *Revue historique*, t. 232, p. 27-48, Paris, P.U.F., 1964.

Divers travaux de démographie et de sociologie récents amènent l'auteur à constater que trop souvent on n'a vu dans « La Comédie humaine » de Balzac que l'expression d'une société coupée de ses assises populaires. Or, plus les recherches d'histoire sociale se développent et deviennent quantitatives, plus le témoignage de Balzac semble véridique, plus sa prétention d'avoir été historien plutôt que romancier, paraît se vérifier. Mais alors se pose le problème de savoir comment Balzac a pu acquérir par les seules qualités de l'intuition une connaissance que le dépouillement laborieux et méthodique d'une somme imposante d'archives et de documents ne fait que confirmer.

R.V.S.

Pierre LEON, *Crises et adaptations de la métallurgie alpine. L'usine d'Allevard* (1869-1914), dans *Cahiers d'histoire*, Grenoble, 1963.

Par cette monographie, on s'introduit dans l'histoire générale de l'économie. On y constate :

1^o l'incidence énorme de la variation du prix de vente dont la baisse contraint les entreprises à des adaptations techniques ou sociales. Il faut agir à tout prix sur le coût de revient. A court terme on

visé au maintien de la marge bénéficiaire. La concurrence nationale et internationale entraîne des modernisations qui agissent sur le prix de revient et ultérieurement sur le prix de vente. Telle est la marche dynamique du capitalisme concurrentiel ;

- 2° l'adaptation technique coûte cher, d'où l'importance du financement : emprunts obligatoires, augmentation de capital. Même en période d'appel à l'argent frais, l'auto-financement reste essentiel. Amortissement et investissements mangent la plus grosse partie du revenu brut. Les parts de dividendes distribués s'aplatissent dans les creux sans nuire à l'auto-financement ;
- 3° la conjoncture est sinueuse, on y distingue trois périodes : 1869-1874, apparition de la crise ; 1864-1901, lutte pour l'indépendance ; 1901-1914, orientation nouvelle. Ce début du XX^e siècle connaît une grande prospérité dans les secteurs de l'électricité, de l'industrie électrique, des fabrications métalliques nouvelles, des produits chimiques, des constructions mécaniques lourdes et légères, des modes de transport nouveaux, dans certains secteurs anciens de sidérurgie et de mines, dans la banque, la finance et la bourse ;
- 4° la lutte entre entreprises est pleine d'enseignements concernant la main-mise sur les matières premières, les sources d'énergie, alliance industrie et banque locale, liquidation de celle-ci par les grands groupes financiers, création de cartels pour le maintien des prix, migration des entreprises.

R.V.S.

René KAES, *Les ouvriers français et la culture*, Enquête 1958-1961, Paris, Dalloz, 1962.

Cette enquête, assise sur 572 ouvriers de 14 entreprises, repose sans doute sur des bases un peu faibles. Ses constatations méritent cependant qu'on s'y arrête.

Les modèles culturels choisis par les ouvriers s'accordent aux thèmes suivants : parole, conversations, relations, communications. Ils paraissent avoir pour attribut l'autorité, marque distinctive de la société française aux yeux des sociologues américains (S. HOFFMANN, *A la recherche de la France*, Paris, Seuil, 1963), la capacité de connaissances encyclopédiques, l'aisance du verbe. En somme, l'idéal ouvrier, c'est pour une large part « l'honnête homme »,

modèle, jadis, d'une bourgeoisie qui tend aujourd'hui à valoriser davantage la maîtrise sociale que confère une capacité technique.

La vie culturelle est traditionnelle : cantonnée, marginale ; elle se contente de sous-produits, elle se nourrit d'archaïsmes ; pourtant des différences apparaissent au sein du groupe considéré, avec assez de constance pour être significatives : trois au moins méritent d'être retenues. D'abord la médiocrité du comportement et même des aspirations culturelles des ouvrières, aspect du sous-développement féminin, cette autre barrière d'une France misogyne ; ensuite la nette avance, dans tous les domaines du comportement et des représentations des jeunes, avantage qui leur est reconnu par tous, notamment par les ouvriers plus âgés, comme s'il n'existait pas ici de conflit, mais au contraire solidarité des générations. Enfin, le niveau d'étude joue un rôle déterminant, la moitié voit dans l'école le moteur de tout développement culturel. En relation avec cette influence nette de l'école élémentaire, notons l'absence d'intérêt manifesté pour l'histoire autre que celle des fastes et épopées. Les ouvriers sont plus sensibles à l'histoire nationale, la seule qu'on leur enseigne, qu'à l'histoire ouvrière, à la Révolution de 1789 qu'à la Commune ou à la Révolution russe. Fort peu d'ouvriers se souviennent des événements de 1936, contrairement au rôle de la geste ouvrière du XIX^e siècle.

R.V.S.

Douglas CATER, *Qui gouverne à Washington ?*, Paris, Seuil, 1964.

Le journaliste D.C. nous montre qu'aux E.U. il est difficile de savoir qui a le droit de gouverner ; car, rédigée dans un contexte absolument différent de celui de 1964, la constitution américaine a été interprétée par les dirigeants américains d'une manière suffisamment libre pour que de nombreux pouvoirs de fait aient pu s'établir. C'est la raison pour laquelle l'auteur analyse d'une manière très intelligente et très complète les immenses pouvoirs dont dispose le président, mais aussi, ceux que détiennent les présidents des commissions du Congrès, les lobbyistes, les chefs du patronat, les dirigeants syndicalistes, les partis, l'armée et la presse. Etude vivante et bien documentée, pas d'illustrations, bibliographie importante sur les institutions américaines et leur fonctionnement.

R.R.

A. KOESTLER, *Suicide d'une nation ? La Grande-Bretagne devant son destin*, Paris, Calmann-Lévy, 1964.

L'Angleterre est en décadence depuis la fin de la seconde guerre mondiale. A. Koestler nous commente à propos de cette décadence, seize opinions tant de députés conservateurs que de professeurs d'université travaillistes. Le titre du livre provient de ce que l'auteur compare l'Anglais à la fois à une autruche et à un lion, parce que, si en période critique l'Anglais sait s'élever à la hauteur des circonstances, en temps ordi-

naire il n'a pas le sens des réalités. Koestler et ses collaborateurs sont convaincus de ce qu'à longue échéance, cette attitude conduit au suicide.

Les articles des seize collaborateurs de Koestler concernent les causes de la faiblesse de l'économie et de la politique extérieure anglaises ; il s'en dégage l'espoir d'une réforme du parlement, des syndicats et de l'enseignement, seuls susceptibles pour l'auteur d'arrêter l'Angleterre au bord du précipice. Témoignage de grande valeur fait par des gens compétents.